RAPPORT ANNUEL

2015 / 2016

Photo: Neil Cooler

CIVICUS

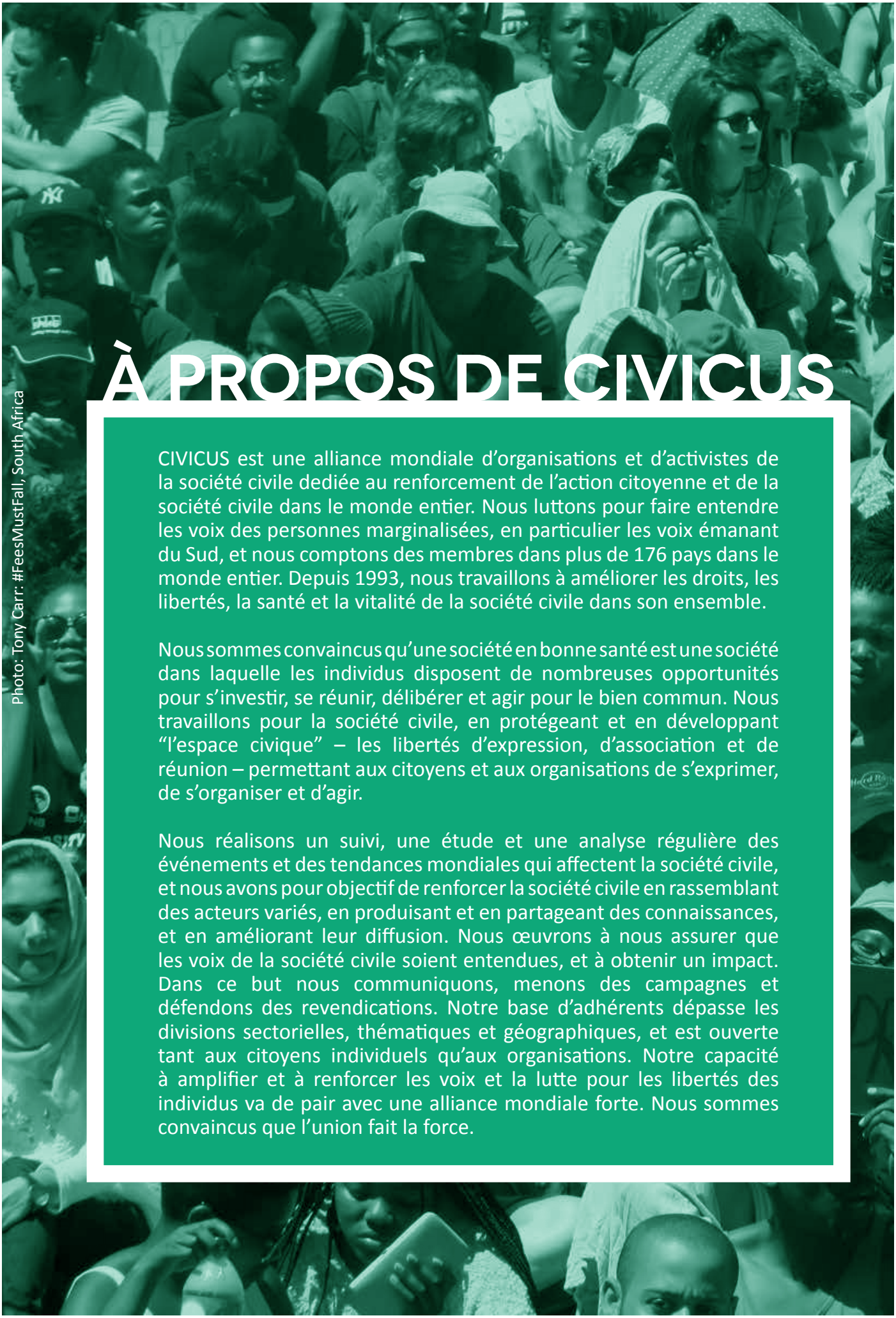


Photo: Tony Carr: #FeesMustFall, South Africa

À PROPOS DE CIVICUS

CIVICUS est une alliance mondiale d'organisations et d'activistes de la société civile dediée au renforcement de l'action citoyenne et de la société civile dans le monde entier. Nous luttons pour faire entendre les voix des personnes marginalisées, en particulier les voix émanant du Sud, et nous comptons des membres dans plus de 176 pays dans le monde entier. Depuis 1993, nous travaillons à améliorer les droits, les libertés, la santé et la vitalité de la société civile dans son ensemble.

Nous sommes convaincus qu'une société en bonne santé est une société dans laquelle les individus disposent de nombreuses opportunités pour s'investir, se réunir, délibérer et agir pour le bien commun. Nous travaillons pour la société civile, en protégeant et en développant "l'espace civique" – les libertés d'expression, d'association et de réunion – permettant aux citoyens et aux organisations de s'exprimer, de s'organiser et d'agir.

Nous réalisons un suivi, une étude et une analyse régulière des événements et des tendances mondiales qui affectent la société civile, et nous avons pour objectif de renforcer la société civile en rassemblant des acteurs variés, en produisant et en partageant des connaissances, et en améliorant leur diffusion. Nous œuvrons à nous assurer que les voix de la société civile soient entendues, et à obtenir un impact. Dans ce but nous communiquons, menons des campagnes et défendons des revendications. Notre base d'adhérents dépasse les divisions sectorielles, thématiques et géographiques, et est ouverte tant aux citoyens individuels qu'aux organisations. Notre capacité à amplifier et à renforcer les voix et la lutte pour les libertés des individus va de pair avec une alliance mondiale forte. Nous sommes convaincus que l'union fait la force.

TABLE DES MATIÈRES

01 MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE ... 04
MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ... 05

02 RÉTROSPECTIVE DE L'ANNÉE: TEMPS FORTS ... 07

03 OBJECTIFS STRATÉGIQUES ... 08

04 RENFORCER L'ALLIANCE ET LE RÉSEAU DANS SON ENSEMBLE ... 18

05 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ... 23

06 ÉTATS FINANCIERS ... 26

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

C'est avec un immense plaisir, et une grande fierté que je rédige mon dernier message en tant que Présidente du Conseil d'administration de CIVICUS. Je suis impliquée et engagée au sein de CIVICUS depuis de nombreuses années dans différentes fonctions, et j'ai eu l'honneur de prendre part aux nombreux développements qu'à connus notre organisation. C'est avec une immense joie et gratitude que j'assiste à la croissance de notre base d'adhérents et à la consolidation du rôle de CIVICUS en 2016. Menant différentes activités et travaillant toujours en alliance avec nos membres et partenaires, nous avons œuvré à protéger les droits de la société civile, afin d'améliorer ses pratiques et d'accroître son influence aux niveaux national et mondial.

La Semaine internationale de la société civile, qui s'est tenue à Bogota et co-organisée par la Confédération colombienne des ONG et CIVICUS, a probablement été l'un des faits les plus importants de 2016. Elle a réuni plus de 800 participants venus de 102 pays pour discuter des principaux défis mondiaux auxquels la société civile et l'humanité se trouvent aujourd'hui confrontés. En outre, l'Assemblée des jeunes de CIVICUS et l'Assemblée mondiale de CIVICUS se sont également tenues cette même semaine à Bogota.

Nos rapports et outils de recherche reçoivent une reconnaissance nationale et internationale. Le Rapport sur l'état de la société civile 2016 inclut les contributions de 33 activistes de la société civile, dirigeants et experts sur le thème de l'exclusion et de la société civile. Nous participons aux efforts de surveillance et d'évaluation de l'espace civique grâce à des initiatives de recherche comme le rapport annuel Sentinelle de la société civile, qui a documenté les menaces pesant sur l'espace civique dans plus de 109 pays, le CIVICUS Monitor qui, en octobre 2016, classera l'espace civique dans tous les pays reconnus par les Nations unies, l'enquête complémentaire Civic Pulse, ainsi que les Évaluations nationales de l'environnement favorable, qui ont été menées dans 22 pays depuis leur création en 2013.

Des projets ambitieux, tels que l'Initiative pour l'Innovation en faveur de la Société Civile (CSII, par ses sigles en anglais) et DataShift ont également connu des progrès importants en 2016. La CSII vise à soutenir la société civile via la création de centres régionaux qui relieront les organisations à travers l'apprentissage entre pairs et leur fourniront les outils dont elles ont grandement besoin pour soutenir leur travail et amplifier la voix de la société civile. Le programme DataShift a mis en œuvre des activités de programmes pilotes dans plusieurs pays afin de renforcer la capacité et la confiance des organisations de la société civile en termes de production et d'utilisation des données générées par les usagers, contribuant ainsi à l'élaboration d'une base de données mondiale.

C'est un honneur de travailler avec un groupe de collègues engagés au sein du Conseil d'administration et un personnel très impliqué. Ensemble, nous sommes au service d'un éventail d'adhérents composé de milliers d'organisations et d'individus dans le monde entier. Nous vous remercions pour cette année enrichissante et pleine de rebondissements!

Anabel Cruz
Présidente de CIVICUS

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Bienvenue dans ce nouveau Rapport Annuel.

Les amis de longue date de CIVICUS verront que nous avons enregistré une croissance substantielle dans la taille et les activités du Secrétariat au cours des douze derniers mois. Notre organisation est plus grande que jamais auparavant dans son histoire. Bien sûr, nous sommes très heureux que cela nous ait permis de lancer un certain nombre de nouvelles initiatives passionnantes et d'accueillir dans notre équipe des personnes talentueuses venues du monde entier.

Mais nous reconnaissons également que notre croissance peut en grande partie être attribuée à une détérioration préoccupante des conditions de la société civile dans le monde. En 2015, nous avons relevé de graves menaces pesant sur une ou plusieurs libertés civiles dans 109 pays, contre 96 l'année précédente. Nous sommes honorés d'être considerés par nos membres et donateurs comme une organisation à même de contribuer à l'important travail de défense de l'espace civique, et capable de soutenir l'action citoyenne; notre défi fondamental est maintenant d'utiliser nos ressources le plus judicieusement possible dans la poursuite de ces objectifs, ansi que de changer positivement l'ordre des choses pour inverser cette tendance.

Afin d'y parvenir, dans les mois à venir, nous consulterons nos membres sur les priorités stratégiques qui façonneront notre travail au cours des cinq prochaines années. Les contributions de notre vaste réseau de membres, de partenaires et d'alliés de la société civile seront cruciales.

En 2015, une grande partie de notre travail s'est concentrée sur les nouveaux Objectifs de développement durable. Après avoir conçu et organisé la campagne action/2015, qui a tant fait pour catalyser l'action citoyenne autour des ODD, nous nous sommes tournés vers le développement d'une nouvelle plateforme mondiale qui aidera la société civile à s'organiser et à se mobiliser autour des ODD au cours des 15 prochaines années. Nous espérons que cette nouvelle plateforme, intitulée Action pour le développement durable, aidera la société civile à se coordonner autour des domaines de la politique et des revendications, de la mobilisation du public, du suivi et de la transparence, et du rôle de la société civile elle-même dans la concrétisation du développement durable.

Je suis aussi heureux de voir combien un certain nombre de nos nouvelles initiatives ont été consolidées au cours de la dernière année. Avec DataShift, nous avons appris comment nourrir au mieux la capacité et la confiance de la société civile en termes de production et d'utilisation des données, y compris en termes d'utilisation des données produites par les citoyens pour suivre les progrès en faveur des ODD. Après un travail de planification intense, les centres régionaux qui feront partie de l'Initiative pour l'Innovation en faveur de la Société Civile sont prêts à être lancés, en plus d'autres initiatives internationales passionnantes qui ajouteront une valeur réelle à notre travail à niveau régional. Nous sommes également sur le point de lancer le CIVICUS Monitor, un nouvel outil qui fournira des informations en temps réel sur les conditions d'existence de la société civile à travers le monde. Je suis convaincu que ces nouvelles initiatives, associées à nos activités en cours, nous aideront à servir la société civile de manière plus significative et variée.

Une autre étape importante que nous avons franchie l'année dernière a été la transition vers un nouveau Conseil. Je suis extrêmement reconnaissant vis-à-vis du Conseil sortant, qui a apporté des recommandations précieuses à CIVICUS en tant qu'organisation, ainsi qu'à moi-même à titre individuel. J'ai également l'immense plaisir d'accueillir notre nouveau Conseil: neuf femmes et quatre hommes venus de six continents, dirigés par notre nouvelle présidente du Conseil d'administration, la formidable Anabel Cruz.

C'est avec une grande fierté que je présente le Rapport annuel de cette année à nos membres.

Danny Sriskandarajah
Secrétaire général

02

RÉTROSPECTIVE DE L'ANNÉE

Photo: Journée internationale des femmes, droits de la femme,

TEMPS FORTS

- Co-organisée par la Confédération colombienne et CIVICUS, la Semaine internationale de la société civile 2016 a rassemblé 818 participants venus de 102 pays à Bogota, en Colombie, pour discuter des principaux défis mondiaux auxquels la société civile est aujourd'hui confrontée. Les Assemblées de la jeunesse et les Assemblées mondiales de CIVICUS se sont tenues en parallèle des événements organisés par 56 autres organisations de la société civile, organisations gouvernementales et institutions internationales. En outre, le programme **ICSW\local** a été lancé pour la première fois afin de fournir à certains partenaires locaux les ressources et le soutien nécessaires à l'organisation de discussions thématiques dans leurs pays respectifs.

- Le **Rapport sur l'état de la société civile** de 2016 comprend les contributions de 33 activistes de la société civile, de dirigeants et d'experts, sur le thème de l'exclusion, ainsi qu'une section intitulée Rétrospective de l'année, résumant les principaux temps forts de la société civile pour l'année dernière. Ce rapport est souvent cité comme une source d'autorité par les organisations nationales et internationales de la société civile.

- Les actions de CIVICUS et de ses membres ont connu une répercussion sans précédent au **Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies** par le biais de manifestations parallèles, de réunions, et en influençant l'inclusion et l'adoption de recommandations de l'Examen périodique universel et l'adoption de résolutions.

- Grâce à notre **Fonds spécial crise**, nous avons amélioré la capacité de nos membres et de nos partenaires à répondre aux menaces visant les libertés d'association, de réunion et d'expression en menant des revendications ciblées, en facilitant la création de réseaux et en apportant un soutien aux revendications d'urgence.

- À travers l'initiative **Développement durable 2015** et les consultations sur l'**Objectif 16**, CIVICUS a contribué à accroître l'engagement de multiples parties prenantes dans les processus de développement durable. Nous avons également soutenu la coordination de la société civile mondiale autour du développement durable, d'une part grâce à la **campagne action/2015**, qui a incité à la prise d'engagements profonds et ambitieux dans les Objectifs de développement durable et au sein de l'Accord sur le climat de Paris, et d'autre part par le biais de la **Plateforme d'action pour le développement durable** qui vise à améliorer la reddition de comptes concernant les résultats de ces accords.

- La phase de conception de l'**Initiative pour l'innovation en faveur de la société civile** a été lancée dans le but de relier les organisations et les activistes de la société civile à travers la création de centres régionaux, afin de permettre l'apprentissage entre pairs et de leur fournir des outils clés pour les soutenir dans leur travail et amplifier leur voix.

- **DataShift** a mis en œuvre des programmes pilotes en Argentine, au Népal, au Kenya et en Tanzanie, pour renforcer la capacité des organisations de la société civile à produire et utiliser des données générées par les citoyens, et pour s'assurer que les données générées par les citoyens soient au cœur de la « révolution des données ».

- Nous avons contribué de façon significative aux efforts réalisés au niveau mondial pour élaborer un suivi et une évaluation de l'espace civique et de l'action citoyenne par le biais de différentes initiatives, tant existantes que nouvelles: notre rapport **Sentinelle de la Société Civile** a documenté les menaces pesant sur l'espace civique dans plus de 109 pays; notre programme **CIVICUS Monitor**, que nous avons récemment lancé classera bientôt les différents niveaux de l'espace civique dans tous les pays reconnus par l'ONU; notre enquête Civic Pulse sonde régulièrement les dirigeants de la société civile dans 20 pays et nos **Évaluations nationales de l'environnement favorable** ont été réalisées dans 22 pays depuis 2013.

- Nous avons continué à promouvoir la prise de conscience concernant l'importance de l'espace civique et de l'action citoyenne à travers notre campagne **Soyez le changement**, qui comprend la 11e édition des **Prix Nelson Mandela – Graça Machel pour l'innovation de** CIVICUS, avec une catégorie de prix dédiée à la Philanthropie Audacieuse, et la troisième **Journée mondiale de l'action citoyenne**.

- À partir de l'intérêt manifesté par les membres pour plus d'opportunités de rencontres, et de leurs demandes faites en ce sens, CIVICUS a renforcé ses communautés de pratique existantes, tels que le **Groupe d'affinité des associations nationales**, tout en créant de nouvelles communautés comme le **Groupe de travail sur le genre et l'Équipe pour l'action des jeunes**.

Photo: Assemblée de la jeunesse, Bogotá

03

OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Photo: Paris Climate

1 PROTÉGER LES DROITS FONDAMENTAUX DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

RENFORCER LES RÉSEAUX DE DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

Au cours de l'année dernière, CIVICUS a travaillé avec plusieurs organisations partenaires pour organiser des ateliers et des événements de consultation, tous conçus dans le but de renforcer la capacité des défenseurs des droits de l'Homme de la société civile:

- Nous avons travaillé avec Amnesty International à la co-organisation d'un atelier régional avec 30 représentants de la société civile, des universités, des instituts d'observation des élections et des commissions nationales des droits de l'Homme pour discuter de la façon dont la société civile pouvait gérer les cas de violations des droits de l'Homme pendant les périodes électorales en Afrique.

- En collaboration avec la Coalition nationale des défenseurs des droits de l'Homme du Kenya nous avons réuni 42 représentants de la société civile, ainsi que des membres des communautés de donateurs et de diplomates, pour discuter des moyens d'exiger un espace pour les défenseurs des droits de l'Homme.

- En travaillant avec l'International Centre for Not-for-Profit Law, Article 19 et le Mouvement mondial pour la démocratie, nous avons organisé une réunion pour réfléchir aux moyens de créer et maintenir un espace civique en Afrique subsaharienne, et dont les recommandations ont été présentées à la 32e session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU.

- À Nairobi, nous avons travaillé avec l'Open Society Institute of East Africa et Amnesty International, en vue de faciliter une réunion de stratégie avec des défenseurs des droits de l'Homme burundais en exil sur le thème « Soutenir les défenseurs des droits de l'Homme en temps de crise ».

- Une consultation régionale concernant le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord a été organisée à Beyrouth, au Liban. Elle a réuni 20 défenseurs des droits de l'Homme de 13 pays pour répondre aux déficits régionaux dans les interactions de la société civile avec le Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme.

- La Nouvelle Société Civile Congolaise et CIVICUS ont organisé un atelier sur la protection des défenseurs des droits de l'Homme lors des élections en République démocratique du Congo.

- En partenariat avec le Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, nous avons organisé une consultation pour les défenseurs des droits de l'Homme en Afrique subsaharienne sur les moyens de créer et de maintenir l'espace civique.

- Un atelier co-organisé avec la South Sudan Law Society sur le rôle de la société civile dans la justice transitionnelle a réuni 25 représentants des différentes régions du Soudan du Sud.

- En partenariat avec Paradigm Initiative Nigeria, nous avons organisé un forum à Abuja concernant les libertés en ligne et la proposition de *Loi sur l'Interdiction des pétitions frivoles* (Frivolous Petitions Prohibition Bill), forum destiné à la société civile, aux médias et aux blogueurs indépendants.

- Au cours de la 58e session de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples, Amnesty International et CIVICUS ont organisé un événement parallèle sur les stratégies de revendication contre les violations des droits de l'Homme au Burundi.

- Au cours du Sommet 2016 du Partenariat pour un gouvernement ouvert au Cap, nous avons travaillé avec la Campagne pour la bonne gouvernance, le Centre pour les droits de l'Homme et la Réhabilitation, et la Coalition nationale des défenseurs des droits de l'Homme du Kenya, à l'organisation d'un événement parallèle – en présence du Commissaire de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples, et de plus de 60 représentants de la société civile – sur l'analyse des violations des droits de l'Homme et la réponse de la société civile en Afrique.

- Au cours de l'Examen périodique universel du Swaziland à Genève, en mai 2016, la Confédération syndicale internationale et CIVICUS ont organisé un événement parallèle sur les moyens par lesquels la communauté internationale peut exercer des pressions sur le gouvernement du Swaziland pour mettre en œuvre des réformes.

RÉPONDRE AUX MENACES VISANT LA SOCIÉTÉ CIVILE

Grâce au Lifeline Embattled CSO Assistance Fund, soutenu par 17 gouvernements et deux fondations philanthropiques, CIVICUS coordonne le **Fonds spécial crise** afin de fournir des ressources pour les activités revendicatives d'urgence menées par les organisations de la société civile et les défenseurs des droits de l'Homme confrontés à une menace imminente. CIVICUS a déjà puisé dans le Fonds spécial crise pour soutenir plus de 100 organisations et activistes en danger dans toutes les régions géographiques du monde.

Au cours de l'année dernière, nous avons soutenu un large éventail de revendications d'urgence:

- *Hebun* LGBTI, afin de mener des revendications essentielles concernant les personnes LGBTI et les organisations de la société civile en Turquie.

- *Kenyans for Tax Justice*, afin d'organiser un atelier avec des représentants des organisations de base sur le développement d'une stratégie revendicative collective destinée à combler les lacunes du cadre juridique et politique du pays.

- *Pakistan for All*, pour une campagne multimédia et d'art visuel visant à documenter l'héritage du défenseur des droits de l'Homme Sabeen Mahmood, aujourd'hui disparu, et à encourager d'autres à poursuivre son important travail.

- *Desaparecidos*, en collaboration avec *Karapatan*, pour prendre part à une mission revendicative visant à encourager le Congrès américain à soutenir un environnement favorable pour les acteurs de la société civile, en mettant l'accent sur les activistes des droits à la terre.

- Soutien à la Fondation nationale pour la démocratie et les droits de l'Homme en Ouganda, pour élaborer des stratégies revendicatives auprès d'autres acteurs de la société civile et journalistes ougandais, visant à mettre en évidence les attaques et les menaces qui pèsent sur la société civile dans le cadre des préparatifs aux élections nationales.

- *Voice of the Voiceless*, pour une mission revendicative visant la Commission africaine, afin de sensibiliser à la réduction l'espace dédié à la société civile à l'approche des élections présidentielles en RDC.

- Projet de soutien à la communauté d'Alejo en Zambie, afin de créer un consortium d'ONG pour faire pression sur le gouvernement dans le but d'obtenir la suppression de toutes les restrictions juridiques et extra-juridiques pesant sur les actions de la société civile, y compris le ciblage systématique des organisations travaillant sur les questions litigieuses.

- *Accountability Lab Nepal*, pour renforcer les organisations de la société civile travaillant dans les tâches de secours suite au séisme et leurs dialogues revendicatifs avec le gouvernement.

- *Women in Need* SOS FED Burundi, pour mener des activités revendicatives visant à contrer la situation désastreuse de la société civile au Burundi, notamment en recommandant le déblocage des comptes bancaires des organisations de la société civile et la révision des politiques pour assurer la protection des défenseurs des droits de l'Homme.

- Soutien à quatre organisations de la région Asie-Pacifique, du Mexique, du Mozambique et du Kenya, pour participer à des activités de sensibilisation lors de la Commission des Nations Unies sur la condition de la femme tenue à New York en mars 2016, afin de répondre à la nécessité de créer un environnement favorable pour les femmes défendant les droits de l'Homme.

- *Mawjoudin* Tunisia et la Coalition nationale des femmes défenseurs des droits de l'Homme du Guatemala pour assister au 32e Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies à Genève, afin de demander un environnement favorable pour les femmes défenseurs des droits de l'Homme et les organisations de défense des droits des femmes. Un événement parallèle organisé avec le Rapporteur spécial de l'ONU sur la violence contre les femmes et la mission permanente du Canada a permis aux femmes défendant localement les droits de l'Homme de partager leurs expériences et de soumettre des recommandations spécifiques au Rapporteur spécial.

Photo: Julian Stallabrass

MENER UN PLAIDOYER CIBLÉ

«L'environnement et les conditions propices à la société civile se sont détériorés, mais CIVICUS a pu attirer l'attention sur ces difficultés au moyen de rapports, déclarations, etc.»

CIVICUS conduit des actions revendicatives ciblées pour mettre en évidence les menaces à la fois systémiques et épisodiques qui pèsent sur la société civile dans le monde entier. Ce travail comprend des entrevues avec des activistes de la société civile, des dirigeants et des universitaires dans le pays concerné sur les défis spécifiques auxquels ils sont actuellement confrontés; des alertes, émises par CIVICUS pour attirer l'attention sur les nouvelles restrictions auxquelles la société civile est confrontée ou sur les défis urgents auxquels les activistes sont confrontés; et des lettres ouvertes ou déclarations communes visant à mettre en évidence les cas d'activistes de la société civile persécutés en raison de leur travail et à appeler à des actions spécifiques pour remédier à des situations injustes.

Notre travail revendicatif inclut également la publication de notre Rapport annuel Sentinelle de la société civile qui, en 2015, faisait état de graves violations des droits de la société civile dans au moins 109 pays.

2 PROMOUVOIR LA PARTICIPATION CITOYENNE ET UN ESPACE CIVIQUE DYNAMIQUE

« CIVICUS accorde véritablement de la valeur aux voix nationales, ne cherche pas à s'imposer et accorde de la valeur à l'identité [locale] ».

PROMOUVOIR UN ESPACE CIVIQUE DYNAMIQUE

L'**Initiative en faveur de l'espace civique (CSI)** est une collaboration novatrice entre CIVICUS et trois des principaux défenseurs de l'espace civique dans le monde: Article 19, l'International Center for Not-for-Profit Law (ICNL) et le Mouvement mondial pour la démocratie. Son but est de lutter contre la fermeture de l'espace civique en donnant à la société civile et à ses alliés des outils pour ce faire : de meilleures informations, des analyses, un travail de promotion et des opportunités de partage de compétences.

Aujourd'hui dans sa cinquième année, la CSI a été reconnue comme une source essentielle d'information et de recherche sur le thème de l'espace civique fréquemment citée. Au niveau intergouvernemental, la CSI et ses Évaluations nationales de l'environnement favorable ont été largement citées comme source faisant autorité sur l'élaboration de normes pour l'espace civique. Il convient notamment de mentionner que la CSI a joué un rôle essentiel dans la formulation des premières recommandations pratiques sur la promotion et la protection de l'espace civique au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU.

Au cours de la Semaine internationale de la société civile 2016, la CSI a organisé un événement parallèle sur le droit de manifester. Les nombreux membres du public participant à l'événement ont partagé les contraintes auxquelles ils étaient confrontés lorsqu'ils descendaient dans les rues et les conférenciers ont proposé des outils essentiels à ceux qui cherchaient à créer des mouvements durables et efficaces à travers le droit de manifester.

L'INNOVATION EN FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

L'**Initiative pour l'innovation en faveur de la société civile (CSII)** vise à soutenir la société civile et à établir des liens entre ses différentes entités, par la mise en place de six centres régionaux qui relieront les organisations à travers l'apprentissage entre pairs, en leur fournissant des outils pour faciliter leur travail et en amplifiant leur voix.

L'année dernière, des ateliers de planification régionaux ont été organisés au Sénégal, en Indonésie, au Maroc, à Panama City et, pour participer à la création d'une dynamique dans la région Moyen-Orient/Afrique du Nord, au Caire, à Tunis et à Beyrouth. La première consultation régionale en Asie centrale s'est tenue à Almaty, au Kazakhstan, et la première consultation sud-asiatique à Colombo, au Sri Lanka. Bangkok a été choisie comme base pour les deux centres régionaux d'Asie du Sud et d'Asie de l'Est.

Dans le but de créer un centre panafricain, le premier atelier panafricain bilingue a eu lieu à Kampala, en Ouganda, et il a été décidé de baser le centre panafricain à Nairobi.

Ces réunions régionales - et la première réunion d'une cohorte inter-régionale à New York au cours de la semaine de de l'Assemblée générale de l'ONU 2015 – ont aidé les créateurs du projet à développer des suggestions pour l'examen par les pairs qui a eu lieu lors de la Semaine internationale de la société civile à Bogota, Colombie, en avril 2016. Là, ils ont également pu donner des retours à l'équipe du CSII chargée du projet et intégrer les contributions des experts à leurs plans.

Photo: Global Day of Citizen Action, Cameroon

L'ENGAGEMENT ET LA PARTICIPATION CITOYENNE

Par le biais de la plateforme en ligne Soyez le changement (Be the Change) et la célébration de deux initiatives majeures – les Prix Nelson Mandela – Graça Machel de l'innovation et la Journée mondiale de l'action citoyenne - CIVICUS a atteint plus de trois millions de personnes, à travers des événements sur le terrain, en ligne et dans la presse écrite, ainsi qu'à la radio et à la télévision. Le succès des campagnes se manifeste dans l'augmentation globale du nombre de participants. L'an dernier, le site Be the Change site comptait 16 000 utilisateurs uniques; un chiffre qui a augmenté l'année dernière pour atteindre 41 070 utilisateurs.

Les **Prix Nelson Mandela – Graça Machel de** l'**Innovation de CIVICUS**, désormais dans leur onzième édition, reconnaissent la nécessité croissante de soutenir ceux qui sont impliqués dans le changement social, dans un contexte où les libertés civiques sont de plus en plus réduites. Nous avons reçu 366 candidatures pour honorer des activistes et organisations de la société civile en raison de leur excellence, de l'innovation dont ils ont fait preuve et de leur courageuse prise de risques. Parallèlement aux catégories de prix existantes, des candidatures ont pour la première fois été acceptées pour une nouvelle catégorie, intitulée Philanthropie Audacieuse, qui reconnaît les donateurs prêts à prendre des risques en soutenant des causes impopulaires ou en finançant des projets naissants ou expérimentaux. Ces prix rappellent que, bien que de nombreux militants et organisateurs affrontent des défis localisés, collectivement, nous sommes liés par nos luttes et nos victoires.

La **Journée mondiale de l'action citoyenne (JMAC)**, qui s'est tenue en mai 2016, fait partie d'une campagne internationale, menée par CIVICUS à travers l'Initiative en faveur de l'espace civique, afin de sensibiliser à l'importance de l'espace civique et au rôle des citoyens pour faire changer les choses. En 2016, 71 événements ont été organisés dans 41 pays, et 41 070 utilisateurs uniques issus de plus de 195 pays ont participé grâce à la plateforme en ligne.

3 DÉMOCRATISER LA SCÈNE INTERNATIONALE

« Influencer la prise de décisions au niveau mondial a eu un certain succès permettant de faire le lien entre les activités au niveau national et international ; il faut particulièrement mentionner le Conseil des droits de l'Homme et l'Examen périodique universel des États membres, ainsi que les ODD. CIVICUS est parvenue à aider ses membres à prendre part à l'examen national mené par les gouvernements, auquel ils n'auraient pas pu avoir accès sinon. [Nous] avons observé une amélioration dans les résolutions relatives à l'amélioration de l'espace civique grâce aux recommandations formulées par les organisations de la société civile [avec l'aide de CIVICUS] »

LA PARTICIPATION AU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

Lors de la 30e session du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, CIVICUS et ses partenaires ont mis en évidence un large éventail de violations – rangées par thème et par pays spécifique – des droits fondamentaux de la société civile, par le biais de déclarations orales conjointes et individuelles, de tables rondes et de lettres de revendication. Nous avons notamment mis en avant les environnements opérationnels restrictifs auxquels sont confrontés les défenseurs des droits de l'Homme et les groupes de la société civile au Cambodge, au Sri Lanka, en Somalie et au Soudan. Nous avons tenu des discussions sur l'Azerbaïdjan, les élections en Afrique, l'Éthiopie, l'Arabie Saoudite, le Soudan du Sud et le droit aux ressources et au financement des organisations de la société civile.

Nous avons demandé au Conseil de mettre en place un mécanisme international indépendant pour documenter les violations commises par toutes les parties impliquées dans le conflit armé au Yémen, et exhorté les Etats membres à condamner officiellement les violations des droits de l'Homme au Bahreïn. Nous avons appelé les États membres à élaborer une réponse coordonnée aux représailles dont font l'objet les défenseurs des droits de l'Homme et les organisations de la société civile, et avons formulé des recommandations sur la façon de créer un cadre de fonctionnement sûr et favorable.

CIVICUS a également fourni un soutien de plaidoyer logistique et stratégique pour permettre à trois défenseurs des droits de l'Homme en Azerbaïdjan et en Éthiopie de participer aux événements parallèles à la session du Conseil et de prendre part à des réunions de haut niveau avec des interlocuteurs pertinents issus des gouvernements ou des Nations-Unies.

Lors de la 31e session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, une coalition d'organisations de la société civile s'est réunie pour mettre en évidence le traitement réservé aux défenseurs des droits de l'Homme en Éthiopie, en Érythrée, au Bahreïn et en Corée du Sud. Plus de 200 ONG ont appelé le Conseil à soutenir un projet de résolution sur la protection de l'espace de la société civile. Et ensemble, nous avons émis une mise en garde face aux effets de plus en plus négatifs des inégalités sur le développement, l'environnement, les droits des femmes et les droits de l'Homme à l'occasion du Forum économique mondial de Davos.

En collaboration avec nos organisations partenaires, notre participation au Conseil des droits de l'Homme des Nations unies s'est également poursuivie tout au long de l'année : nous avons émis des déclarations sur de graves problèmes qui affectent l'espace civique, notamment les attaques systématiques et le rétrécissement de l'espace dédié à la société civile, le recours à la force excessive et meurtrière contre les manifestants et, en particulier, les événements qui se déroulent actuellement en Syrie, en Égypte, en Éthiopie et au Bahreïn.

PARTICIPATION À L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL DE L'ONU

Nous fournissons un soutien substantiel à nos partenaires nationaux pour renforcer leur participation à l'Examen périodique universel (EPU). L'année dernière, ce soutien a inclus la publication d'un nouveau rapport sur ce qu'il est possible de faire pour renforcer le Processus d'EPU du point de vue de la société civile; un travail avec nos partenaires afin de soumettre cinq propositions sur les droits à la liberté de réunion, d'association, d'expression et sur l'environnement dans lequel évoluent les défenseurs des droits de l'Homme en Hongrie, au Soudan, au Swaziland, en Tanzanie et en Thaïlande; et le soutien à la participation d'un Rwandais défenseur des droits humains en exil à l'EPU afin de présenter les conséquences des restrictions de l'espace civique au Rwanda. Nous avons également organisé une consultation post-EPU au Swaziland afin de mobiliser les principaux acteurs de la société civile et d'élaborer une stratégie de revendications complète pour assurer la mise en œuvre effective des recommandations de l'EPU.

L'année dernière, CIVICUS a soumis six propositions d'EPU conjointes et autonomes sur l'espace dédié à la société civile au Sud-Soudan, en Syrie, au Togo, en Ouganda, au Venezuela et au Zimbabwe et, en collaboration avec une organisation nationale partenaire, a publié une Déclaration au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU saluant la Sierra Leone pour son formidable travail de promotion et de protection de la société civile.

CONSULTATIONS RÉGIONALES POUR LE BUREAU DU HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME

Une résolution adoptée lors de la 27e session du Conseil des droits de l'Homme a mandaté l'élaboration de recommandations pratiques pour promouvoir et protéger l'espace civique. En réponse à cela, notre consortium de l'Initiative en faveur de l'espace civique a organisé deux consultations auprès de la société civile – une pour la région Afrique à Johannesburg et une pour la région Moyen-Orient/Afrique du Nord à Beyrouth. À partir de ces deux consultations, nous avons été en mesure de présenter des rapports complets au CDH sur les meilleures pratiques en matière de création et de maintien d'environnements sûrs et favorables pour la société civile, d'un point de vue opérationnel et légal.

PROMOUVOIR LA REDDITION DE COMPTES IMPLIQUANT LES CITOYENS

Notre initiative DataShift, actuellement à mi-chemin dans sa deuxième année de phase pilote, vise à renforcer la capacité et la confiance des organisations de la société civile quant à la production et l'utilisation de données générées par les citoyens pour suivre les avancées effectuées dans le domaine du développement durable, demander des comptes et mener des campagnes pour un changement profond. Travaillant principalement dans quatre pays pilotes - l'Argentine, le Népal, le Kenya et la Tanzanie - nous avons fourni un appui au renforcement des capacités des organisations de la société civile nationale, ainsi qu'un soutien technique et stratégique à onze organisations travaillant sur un large éventail de questions thématiques, de la collecte de données à la gestion responsable des données et à la visualisation des données afin de pouvoir mener des campagnes.

Le lancement de notre Zone d'apprentissage a inclus la publication d'une série d'études de cas sur les initiatives relatives aux données générées par les citoyens, de rapports sur des modèles de collaboration entre le gouvernement et la société civile en utilisant des données officielles et des données générées par les citoyens, et la cartographie des initiatives relatives aux données générées par les citoyens par rapport à 17 objectifs de développement durable. Un bulletin d'information et un blog contribuent également à développer et à impliquer une communauté DataShift plus importante.

Notre travail d'influence auprès des politiques gouvernementales s'est focalisée sur la garantie que les données générées par les citoyens et l'engagement de la société civile soient des priorités pour le Partenariat mondial pour le développement durable. Grâce au travail de l'équipe DataShift, CIVICUS est maintenant un membre clé du groupe de pilotage intérimaire du Partenariat mondial.

FAVORISER L'ENGAGEMENT DE MULTIPLES PARTIES PRENANTES DANS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme de **Développement durable 2015** est arrivé à son terme en novembre 2015, après avoir fourni des outils et des opportunités à des groupes multipartites pour participer aux délibérations mondiales concernant les ODD et plus globalement leurs perspectives de développement dans l'après-2015. Les activités ont inclus la publication de notes de recherche et la création d'un site internet fournissant une analyse du processus de négociation; des séances de formation pour renforcer les capacités des organisations de la société civile à travailler avec l'ONU, les gouvernements nationaux et les médias; et l'aide à douze partenaires de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans de revendications nationaux. Nous avons également présenté à plus de 100 représentants de la société civile, de l'ONU et de gouvernements, les résultats d'une vaste consultation concernant la façon d'améliorer la participation à la gouvernance du développement durable.

Quatre partenaires nationaux de CIVICUS en Argentine, en Colombie, en Inde et en Tanzanie ont organisé des tables rondes pour discuter de ce que l'Objectif 16, sur la promotion de sociétés pacifiques et inclusives, signifierait dans leurs pays respectifs et comment il pourrait être mis en œuvre et surveillé efficacement au niveau national. Deux de nos partenaires nationaux ont ensuite présenté leurs conclusions lors d'une session de formation sur les outils de mise en œuvre et de plaidoyer de l'Objectif 16 lors de la Semaine internationale de la société civile 2016.

LES PLATEFORMES DE COORDINATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

En 2015, CIVICUS a occupé la fonction de Secrétariat mondial de la **campagne action/2015**, une coalition mondiale visant à accroître la sensibilisation du public quant aux possibilités et aux risques présentés par cette année cruciale dans la lutte contre le changement climatique, la pauvreté et l'inégalité, afin d'inciter le public à agir via des activités de mobilisation, et de construire un mouvement plus fort d'organisations de la société civile.

Considéré comme le plus grand mouvement mondial pour le changement en son genre, dans le cadre de la campagne action/2015, plus de 2200 organisations issues de 157 pays ont uni leurs forces et ont engagé plus de 31 millions d'actions pour exiger que les dirigeants mondiaux jouent leur rôle dans la lutte contre les problèmes les plus pressants de notre temps. Les activités de mobilisation clés se sont axées autour du Sommet des Nations Unies sur le financement du développement, l'Assemblée générale des Nations Unies et la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique ; action/2015 a atteint les objectifs fixés dans son calendrier en décembre.

Suite à la campagne action/2015, la campagne **Action pour le développement durable (A4SD)** a été lancée pour fournir une plateforme mondiale à la société civile afin de pouvoir inciter à la reddition de comptes dans la réalisation des accords de développement durable 2015. La plateforme A4SD est aussi une réponse à une enquête réalisée auprès des membres de CIVICUS sur la façon dont nous devrions façonner notre implication dans les nouveaux ODD.

4 ÉTABLIR UN LIEN ENTRE LES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DU MONDE ENTIER

ÉTABLIR LE LIEN ENTRE LES ASSOCIATIONS NATIONALES

Le Groupe d'affinité des associations nationales (AGNA) de CIVICUS permet aux représentant d'organisations nationales faîtières de partager des informations, de mettre en commun leurs meilleures pratiques et de prendre part à des échanges de connaissances. Comptant actuellement 87 membres, l'AGNA continue à se développer, l'année dernière ayant vu l'arrivée de 23 nouveaux membres.

Les principales activités ont inclus la cartographie des réseaux nationaux des organisations de la société civile, des bulletins réguliers et une participation en ligne via la plateforme de médias sociaux du réseau. Des actions conjointes ont été lancées autour des nouvelles règles de financement en Finlande et au Danemark et sur les conditions restrictives dans lesquelles évolue la société civile au Japon, au Pakistan, au Nigeria, en Ouganda et au Venezuela.

Des ateliers sur la participation multipartite, le plaidoyer, les campagnes et la communication ont contribué à renforcer les capacités des membres, ainsi que deux échanges d'apprentissage entre pairs tenus à Bangkok. Deux échanges de personnel ont porté sur le partage des meilleures pratiques dans l'entrepreneuriat social, le plaidoyer, la communication et l'adhésion, et une Assemblée générale annuelle tenue à Bogota avant la Semaine internationale de la société civile 2016 a permis aux membres de l'AGNA d'examiner les progrès accomplis et d'identifier les priorités pour l'année à venir.

Les membres de l'AGNA ont également été assistés pour pouvoir prendre part au travail plus vaste de CIVICUS, concernant notamment la mobilisation durant la campagne action/2015, les ateliers sur le Nouveau contrat social et l'espace civique, les consultations sur la Sentinelle de l'espace civique, les enquêtes nationales pilotes Civic pulse et les proposition conjointes soumises lors de l'Examen périodique universel. Nous avons également facilité la participation des membres de l'AGNA aux principaux sommets des Nations Unies et aux principaux sommets intergouvernementaux.

INSPIRER DE NOUVEAUX CONTRATS SOCIAUX

Le **Nouveau contrat social** est un projet de recherche-action visant à définir les modalités de la participation des citoyens aux processus de gouvernance. Un atelier de deux jours a rassemblé à Istanbul des représentants des réseaux nationaux de la société civile de neuf pays, avec des activités de formation utilisant les outils, la méthodologie et les études de cas propre au Nouveau contrat social, ainsi que des échanges d'apprentissage entre pairs autour de différentes expériences pratiques concernant les dialogues multipartites.

ORGANISER DES DIALOGUES AU NIVEAU MONDIAL

« L'expérience vécue à Bogota a été unique, et les possibilités de constitution de réseaux quasi-illimitées. Cela a été un honneur de me retrouver parmi autant de personnes extraordinaires »

La **Semaine internationale de la société civile (ICSW)** est un rassemblement mondial essentiel destiné à connecter les différentes sources et forces de l'action citoyenne, à partager des outils et des expériences pour renforcer l'engagement des citoyens, et à manifester le pouvoir de la société civile afin d'influencer le changement social.

Co-organisé par l'un de nos membres de longue date en Colombie, la Confédération colombienne des OSC, l'ICSW 2016 s'est tenue à Bogota, sur le thème de « Citoyens actifs, actions responsables ». Plus de 800 participants issus de 56 organisations et fondations de la société civile, gouvernementales et intergouvernementales, sont venus de 102 pays. Quatre thèmes clés – l'environnement favorable, l'inclusion, la participation et la paix – ont guidé le programme principal de l'ICSW; l'Assemblée mondiale de CIVICUS, l'Assemblée des jeunes de CIVICUS et plusieurs autres événements, activités de création de réseaux et activités culturelles, se tenaient en parallèle.

Photo: Société civile internationale Semaine, Bogotá

5 PRODUIRE ET COMMUNIQUER DES CONNAISSANCES ET ANALYSES

LA SURVEILLANCE DE L'ESPACE CIVIQUE

Le **CIVICUS Monitor** est une nouvelle plateforme conçue pour suivre les développements de l'espace civique en temps réel, évaluer le niveau de l'espace civique dans les environnements nationaux, fournir un contexte narratif et délivrer une note globale selon cinq catégories : ouvert, en rétrécissement, obstrué, réprimé et fermé. Grâce à une plateforme en ligne dynamique, le Monitor présentera en direct les notes et analyses concernant l'espace civique pour tous les pays du monde.

Depuis le début de sa phase de développement en octobre 2015, une collaboration scientifique mondiale impliquant 21 organismes de recherche infrarégionaux sur la société civile a été mise en place et une plateforme en ligne sophistiquée a été lancé pour le Monitor.

Parallèlement au CIVICUS Monitor, le Civic Pulse est une enquête par panel classique effectuée auprès de dirigeants de la société civile du monde entier. L'enquête intègre leurs points de vues sur l'état de la société civile dans leur pays et évalue leur confiance en matière de création d'un changement social. L'outil est destiné à être principalement utilisé par les activistes et les organisations de la société civile, afin de pouvoir revendiquer de meilleures conditions au sein de leur pays et dans le monde entier.

Des enquêtes pilotes du Civic Pulse ont été menées en Afrique du Sud, au Tadjikistan, en Pologne, en Jordanie, au Brésil, en Argentine, en Uruguay et en Inde, et leurs conclusions publiées dans deux documents d'information.

UNE RECHERCHE DE POINTE

« Le Rapport sur l'état de la société civile est désormais considéré comme un rapport irréfutable sur les défis et la santé de la société civile, auquel il est fait référence dans nombre de forums différents ».

Le **Rapport 2016 sur l'état de la société civile** a vu la participation d'un nombre record de contributions, avec la participation de 33 activistes de la société civile, dirigeants et experts, sur le thème « exclusion et société civile ». Ces contributions traitent d'un vaste éventail de formes d'exclusion, et notamment l'exclusion par le genre, l'identité sexuelle, l'âge, le handicap, la santé mentale, l'appartenance ethnique, le statut de réfugié ou de migratoire, la religion, les revenus et la vulnérabilité au changement climatique.

Le rapport détaille également les réponses de la société civile face aux violations des droits humains et à la souffrance causée par les conflits et les catastrophes naturelles au cours de l'année dernière. Il examine comment et pourquoi les citoyens sont descendus dans les rues pour demander un changement dans des pays du monde entier, du Chili à l'Afrique du Sud en passant par l'Arménie et la Corée du Sud, des manifestations nées de la colère des citoyens du fait de systèmes économiques inéquitables, de la corruption et de l'échec des gouvernements à accorder la priorité aux intérêts des citoyens.

Mettant en avant le traitement dont font l'objet les activistes de la société civile dans différents contextes dans le monde entier et le nombre croissant de restrictions limitant leur capacité à opérer, le rapport met également l'accent sur les succès remportés par la société civile sur la scène internationale en 2015 : ainsi elle a pu garantir que les ODD et l'Accord de Paris sur le changement climatique soient complets et fondés sur le droit. Enfin, le rapport se tourne vers l'avenir, vers l'immense tâche à laquelle la société civile doit s'attaquer pour s'assurer que ces nouveaux accords seront pleinement mis en œuvre.

Photo: Environmental Forum populaire

LES OUTILS POUR L'ÉVALUATION ET LES CONNAISSANCES

Les **Évaluations Nationales de l'Environnement Favorable** (EENA) sont des outils de recherche axés sur l'action, conçus pour évaluer l'environnement juridique, réglementaire et politique applicable à la société civile. Ces évaluations locales, qui se fondent sur des données primaires recueillies au niveau local et validées par un processus pluripartite sur la base d'un consensus, sont destinées à améliorer la capacité de la société civile à mener des revendications en faveur d'un environnement favorable, et à améliorer les relations entre les organisations de la société civile et les gouvernements.

Six nouvelles EENA ont été entamées l'année dernière, au Philippines, au Tadjikistan, au Bénin, en Tunisie, au Honduras et en Colombie. Un atelier de revendications s'est également déroulé à Istanbul, rassemblant 14 partenaires des EENA, afin de discuter de leurs expériences concernant les stratégies éloaborées pour améliorer l'environnement dans lequel évolue la société civile dans leurs pays.

DIALOGUER AVEC ET PAR LES MÉDIAS

Au cours de l'année, nous avons œuvré à dialoguer avec nos membres et réseaux en utilisant différents moyens de communication, notamment notre lettre d'information e-CIVICUS, les médias et le site internet de CIVICUS, qui constitue une source importante de mises à jour régulières. Nous avons continué à utiliser les médias sociaux comme moyen essentiel de créer des liens au sein de la société civile et de partager des informations utiles pour notre réseau. Nous avons également développé un format particulier pour l'ensemble des médias sociaux – des posts préparés à l'avance, des tags et conseils. Fournis à nos partenaires et interlocuteurs à des moments clés, ils nous permettent d'améliorer et de diversifier notre portée sur les réseaux sociaux. Nous avons augmenté notre présence sur les réseaux sociaux, pour atteindre 8 000 followers sur Twitter et plus de 5 400 mentions, 1,7 millions d'impressions, et 35 000 fans sur Facebook. Notre site internet a reçu plus de 140 000 visites au cours de la période.

L'année dernière, nous avons considérablement augmenté nos contacts avec les médias et avons élaboré des stratégies afin de faire mieux entendre les voix issues du réseau CIVICUS. Au nombre des innovations que nous avons apportées, nous avons notamment développé un programme de Bourses aux médias lors de l'ICSW, résultant sur la publication de 40 articles uniques par six boursiers (hors traductions et rééditions). Un bref sondage réalisé auprès des journalistes participants a permis de révéler que l'ICSW avait permis d'accroître leur intérêt pour la société civile et/ou leur avait fourni du contenu pour les mois à venir. Enfin, nous avons augmenté le nombre d'articles d'opinion produits par CIVICUS, et avons également élargi notre vivier d'auteurs en travaillant avec des personnes qui n'ont pas l'habitude d'écrire : partenaires de l'ICSW, contributeurs au Rapport sur l'état de la société civile, et autres, afin de préparer les éditoriaux que nous diffusions aux médias.

Photo: Société civile internationale Semaine, Bogotá

04

AUTONOMISER L'ALLIANCE ET LE RÉSEAU DANS SON ENSEMBLE

Photo: CIVICUS concours photo gagnante: Gender Links

UNE ALLIANCE CIVICUS EN PLEINE CROISSANCE

La majorité de nos membres vient d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud, reflétant étroitement l'identité de l'organisation, axée sur les pays du Sud.

AMÉRIQUES, AMÉRIQUE LATINE, CARAÏBES	AFRIQUE	EUROPE	ASIE, MOYEN-ORIENT	OCÉANIE
Argentine, Aruba, Barbade, Bolivie, Bonaire, Saint-Eustache et Saba, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, République dominicaine, Équateur, El Salvador, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Puerto Rico, Sainte Lucie, Trinidad et Tobago, États-Unis d'Amérique, Îles mineures éloignées des États-Unis, Îles Vierges des États-Unis, Uruguay, Vénézuéla	Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Comores, République du Congo, République démocratique du Congo, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Éthiopie, Guinée équatoriale, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Lesotho, Liberia, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Maroc, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Sud Soudan, Soudan, Swaziland, République unie de Tanzanie, Togo, Tunisie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe	Albanie, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Biélorussie, Belgique, Bosnie Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Kosovo, Lettonie, Lithuanie, Luxembourg, République de Macédoine, Moldavie, Monténégro, Pays-Bulgaria, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Fédération de Russie, Serbie, Slovénie, Espagne, Suède, Suisse, Ukraine, Royaume-Uni	Afghanistan, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Hong Kong, Inde, Indonésie, République islamique d'Iran, Irak, Israël, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Corée, Kyrgyzstan, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Pakistan, Territoires palestiniens occupés, Philippines, Qatar, Arabie saoudite, Singapour, Sri Lanka, République arabe syrienne, Tadjikistan, Taïwan, Thaïlande, Timor-Oriental, Turquie, Émirats arabes unis, Vietnam, Yémen	Samoa américaines, Australie, Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nouvelle-Zélande, Papouasie Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu

*AOÛT 2016

LA MOBILISATION DE NOS MEMBRES

Nos membres sont toujours le cœur de l'alliance CIVICUS.

En novembre 2015, CIVICUS a organisé une Assemblée annuelle virtuelle, afin de faciliter la participation de ses membres indépendamment de leur situation géographique ou de leur fuseau horaire.

Alors que nous cherchions de nouveaux moyens de soutenir nos adhérents et de travailler avec eux, nous avons lancé notre premier groupe de travail des membres, afin de nous guider dans notre travail sur le genre et de recueillir des contributions sur la question. Le Groupe de travail sur le genre nous permettra de puiser dans l'expertise de notre alliance, de faire participer nos membres à des questions transversales, de constituer des réseaux et de soutenir une recherche fondée sur des données probantes et diverses initiatives politiques.

Nous avons également créé une Équipe pour l'action des jeunes afin d'intégrer les questions relatives aux jeunes et à la jeunesse à nos programmes et d'encourager l'implication des jeunes dans l'espace civique. Cette équipe, composée de dix jeunes femmes et jeunes hommes représentant quatre continents, fournira des conseils stratégiques et un appui à CIVICUS dans ses efforts en développant de nouveaux partenariats, en mobilisant des ressources pour intensifier les initiatives en faveur des jeunes, et en recrutant auprès des jeunes de nouveaux membres de l'alliance CIVICUS.

Nous sommes également parvenus à mieux intégrer nos membres et partenaires clés dans nos activités de programmation, et à renforcer nos relations avec eux, par le biais, entre autres, des groupes consultatifs du CIVICUS Monitor, des Évaluations Nationales de l'Environnement Favorable, du Fonds spécial crise, des ateliers des Défenseurs des droits de l'Homme et des consultations de l'EPU. Les principales opportunités d'engagement ont été les suivantes :

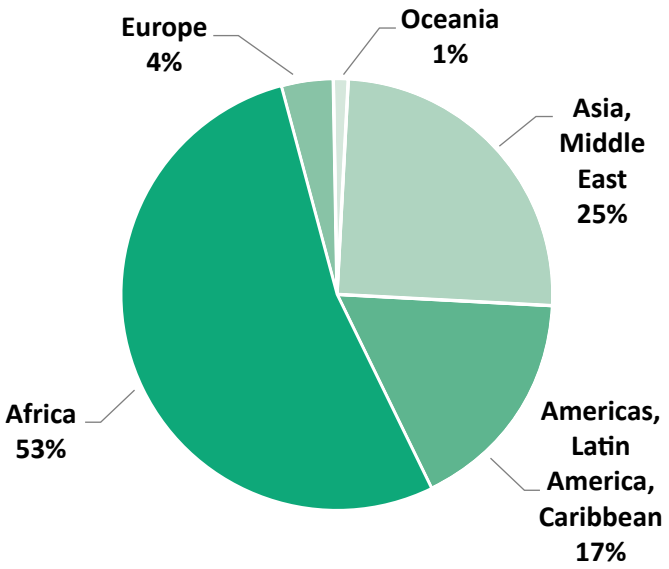
En outre, entre juillet 2015 et juin 2016, le Secrétariat de CIVICUS a fait passer de 10 à 20 le personnel travaillant en dehors de nos centres régionaux, c'est à dire implanté dans des organisations membres ou travaillant virtuellement : ceci nous permet désormais d'être physiquement plus proches de nos membres.

IL CONVIENT DE NOTER QU'EN COLLABORATION AVEC NOS MEMBRES ET PARTENAIRES, NOUS CONTINUONS À ENTREPRENDRE DES ACTIONS DANS LE MONDE ENTIER. AU COURS DE L'ANNÉE DERNIÈRE, NOUS AVONS DISTRIBUÉ PLUS DE 2 000 000 $ US EN SOUS-SUBVENTIONS ET AIDES AUX DÉPLACEMENTS.

- CIVICUS a soumis des propositions d'EPU conjointes avec des membres de trois pays au cours de la période de compte-rendu 2015/16.
- Les membres de CIVICUS ont organisé des processus multipartites en Turquie, au Pakistan, en Inde, en Jordanie, en Colombie et au Mozambique.
- Des membres de 17 pays ont bénéficié de sous-subventions pour leurs activités de mobilisation nationale.
- 6 membres ont organisé des événements au cours de l'ICSW 2016, et plus de 100 membres ont participé à l'événement en réseau créé pour les membres de CIVICUS.
- 8 membres ont bénéficié d'un appui financier et technique pour leurs stratégies de plaidoyer national.
- 61 membres ont assisté à des ateliers de consultation régionaux sur la CSII.
- Des membres en Afghanistan, au Kosovo, au Pakistan, en Turquie, en Ouganda et en Zambie ont bénéficié d'une aide d'urgence pour leurs revendications.
- 49 membres ont bénéficié d'un appui pour organiser leur propre Journée mondiale de l'action citoyenne.
- Le Rapport sur l'état de la société civile inclut les contributions de six de nos membres.
- Nous avons fait participer 76 membres au développement du plan de mise en œuvre de DataShift.

Distribution régionale du soutien sous forme de sous-subventions 2015/16

Asie, Moyen-Orient	$ 436,868
Amériques, Amérique latine, Caraïbes	$ 301,162
Afrique	$ 938,016
Europe	$ 76,018
Océanie	$ 21,970
Total	**$ 1,773,036**



*Note: N'inclut pas l'appui aux membres et partenaires pour les déplacements et l'hébergement, les conférences et les réunions, pour un total d'environ **939 591 $ US** ainsi que les aides en nature, comme par exemple l'exonération de frais.

SOUTIENS ET PARTENAIRES

- Groupe d'Affinité des Associations Nationales – Secrétariat
- Action pour le Développement durable – Membre fondateur
- Communauté des démocraties – Membre, Groupe Espace de la société civile
- Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement – Membre
- Conférence des ONG ayant des relations consultatives avec les Nations Unies – Membre du Conseil d'administration
- Appel mondial à l'action contre la pauvreté – Membre, Conseil mondial
- Charte mondiale de responsabilité pour le secteur à but non lucratif – Signataire, Membre du Conseil d'administration
- Partenariat Leave No-one Behind – Partenaire opérationnel
- Groupe de travail multipartite pour l'Efficacité du développement et l'environnement favorable des OSC – Membre
- Département des affaires économiques et sociales de l'ONU – Partenaire du programme
- Département de l'information publique de l'ONU – Comité exécutif DPI/ONG
- Forum des Nations Unies pour la coopération en matière de développement – Membre, Groupe consultatif
- Programme de développement de l'ONU – Membre, Comité consultatif sur la société civile
- Conseil économique et social de l'ONU – Statut consultatif général
- Forum économique mondial – Membre, Groupe consultatif sur les ONG
- Worldwide Initiatives for Grantmaker Support – Membre

Parmi les institutions qui ont appuyé CIVICUS l'année dernière:

Bill & Melinda Gates Foundation

Charles Steward Mott Foundation

Agence danoise de développement international (Danida)

Commission Européenne

Ford Foundation

Irish Aid

Lifeline : Embattled Civil Society Organizations Assistance Fund

Ministère finlandais des Affaires étrangères

Ministère néerlandais des Affaires étrangères

Ministère suisse des Affaires étrangères

Open Knowledge Foundation

Open Society Foundation Human Rights Initiative

Agence suédoise pour le développement international

Taiwan Foundation for Democracy

The William and Flora Hewlett Foundation

Département britannique pour le développement international

Photo: Tony Webster

05

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Photo: Société civile internationale Semaine, Bogotá

CONSEIL D'ADMINISTRATION

ANABEL CRUZ
PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION & PRÉSIDENTE DU COMITÉ EXÉCUTIF

URUGUAY

AMITABH BEHAR
VICEPRESIDENTE

INDIA

ELISA PETER
SECRÉTAIRE

UNITED KINGDOM

JULIA SANCHEZ
TRÉSORIER ET PRÉSIDENT DU COMITÉ OPÉRATIONNEL

CANADA

ANNE FIRTH MURRAY

NEW ZEALAND

AYA CHEBBI

TUNISIA

JOANNA KERR

CANADA

NILDA BULLAIN

HUNGARY

OYEBISI BABATUNDE OLUSEYI

NIGERIA

GUILLERMO CORREA

ARGENTINA

JESSE CHEN

UNITED STATES

PAULINE WANJA KAMAU

KENYA

06

ÉTATS FINANCIERS

Photo: Takver_Shoes in Place de la Republique - Climate of Peace

CIVICUS : ALLIANCE MONDIALE POUR LA PARTICIPATION CITOYENNE

BILAN CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE CIVICUS AU 30 JUIN 2016

	12 mois au 30/6/2016				12 mois au 30/6/2015			
en milliers d'USD	**Afrique du Sud**	**Golden Spot**	**EU**	**Total**	**Afrique du Sud**	**Golden Spot**	**EU**	**Total**
ACTIFS	**621**	**(21)**	**3 299**	**3 899**	**547**	**(20)**	**2 818**	**3 345**
Actifs non-courants	**243**	**44**	**5**	**204**	**274**	**(22)**	**3**	**255**
– Terrains et bâtiments	–	151	–	**1516**	–	196	–	**196**
– Équipement	40	7	5	**53**	47	8	3	**59**
– Prêts à la société immobilière	202	(202)	–	**–**	226	(226)	–	**–**
Actifs courants	**347**	**1**	**3 295**	**3 643**	**274**	**1**	**2 815**	**3 090**
– Créances	6	1	84	**91**	60	1	520	**581**
– Produit à recevoir	–	–	940	**940**	35	–	716	**751**
– Compte de prêts inter-bureaux	(654)	–	654	**–**	(832)	–	832	**–**
– Liquidité et équivalents de liquidité	996	–	1 616	**2 612**	1 010	–	748	**1 758**
Total Actifs	**621**	**(21)**	**3 299**	**3 899**	**547**	**(20)**	**2 818**	**3 345**
RÉSERVES ET PASSIFS	**590**	**(43)**	**3 301**	**3 847**	**547**	**(20)**	**2 818**	**3 345**
Réserves	**486**	**(44)**	**356**	**798**	**337**	**(21)**	**342**	**658**
– Fonds affectés	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
– Fonds non affectés	1 022	(218)	356	**1 159**	687	-192	342	**837**
– Capital social	–	0	–	**0**	–	0	–	**0**
– Écart de réévaluation	–	95	–	**95**	–	109	–	**109**
– Réserve de conversion des devises étrangères	(536)	80	–	**(457)**	(350)	62	–	**(288)**
Passif à court terme	**104**	**1**	**2 945**	**3 050**	**210**	**1**	**2 476**	**2 687**
– Comptes créditeurs	58	1	196	**255**	65	1	155	**221**
– Passif de régularisation	–	–	2 749	**2 749**	115	–	2 321	**2 436**
– Provisions pour les indemnités de congés payés	46	–	–	**46**	30	–	–	**30**
Total Réserves et Passif	**590**	**(43)**	**3 301**	**3 847**	**547**	**(20)**	**2 818**	**3 345**

CIVICUS : ALLIANCE MONDIALE POUR LA PARTICIPATION CITOYENNE

BILAN CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL DE CIVICUS POUR 2011

Pour l'exercice s'achevant au 30 juin 2016

	12 mois au 30/6/2016				12 mois au 30/6/2015			
en milliers d'USD	**Afrique du Sud**	**Golden Spot**	**EU**	**Total**	**Afrique du Sud**	**Golden Spot**	**EU**	**Total**
Revenu global :	**2 183**	**39**	**5 505**	**7 726**	**2 295**	**38**	**2 611**	**4 944**
Subventions et dons	310	–	7 096	**7 406**	297	–	4 395	**4 692**
Revenu de la consultation	–	–	–	**–**	15	–	–	**15**
Subventions	1 711	–	(1 711)	**–**	1 809	–	(1 809)	**–**
Bourses – Assemblée mondiale	–	–	44	**44**	1	–	23	**24**
Cotisations des membres	–	39	–	**39**	–	38	–	**38**
Autres revenus	124	–	56	**180**	156	–	1,30	**157**
Intérêts perçus	38	–	20	**57**	18	–	–	**18**
Dépenses globales	**1 848**	**65**	**5 491**	**7 404**	**2 206**	**80**	**2 476**	**4 762**
Frais liés à l'actif	5	–	141	**146**	–	–	–	**–**
Communications	70	–	70	**141**	94	–	34	**128**
Dépréciation	24	12	2	**38**	23	14	1	**37**
Charges financières	3	–	36	**39**	4	–	23	**26**
Gouvernance/supervision (auparavant incl. dans Déplacements des partenaires, conférences et réunions)	15	–	34	**49**	15	–	18	**33**
Location, leasing et entretien de l'équipement	11	–	1	**12**	13	1	–	**13**
Occupation	29	52	48	**129**	25	65	46	**136**
Matériel de bureau et services **	11	–	5	**15**	13	–	8	**21**
Autres frais	–	–	–	**–**	–	–	108	**108**
Déplacements des partenaires, conférences et réunions	87	–	861	**948**	134	–	360	**495**
Services professionnels *	57	1	682	**740**	147	1	332	**480**
Frais de recrutement (incl. précédemment)	1	–	9	**10**	7	–	15	**22**
Salaires et indemnités du personnel	1 419	–	1 246	**2 665**	1 435	–	747	**2 182**
Frais de déplacement du personnel ***	61	–	183	**244**	63	–	179	**242**
Sous-subventions	2	–	1 809	**1 810**	1	–	584	**585**
Assemblée mondiale	53	–	365	**418**	233	–	20	**253**
Excédent/(Déficit)	**335**	**(26)**	**13**	**322**	**88**	**(42)**	**135**	**182**

BILAN CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES RÉSERVES DE CIVICUS

Pour l'exercice s'achevant au 30 juin 2016

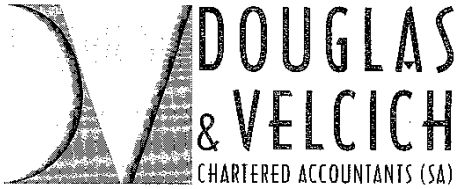
	AFRIQUE DU SUD		GOLDEN SPOT			EU		
en milliers d'USD	**Fonds affectés**	**Conversion de devises étrangères**	**Fonds non affectés**	**Réévaluation Excédent**	**Conversion de devises étrangères RESERVE**	**Fonds affectés**	**Fonds non affectés**	**TOTAL**
		RESERVE						
Solde au 30 juin 2014	599	(243)	(156)	138	**38**	–	207	583
Excédent (déficit) net pour l'exercice	88	–	(42)	–	–	–	135	182
Réévaluation des bâtiments	–	–	5	(5)	–	–	–	–
Ajustement lié à la conversion de devises	–	(107)	–	(24)	**24**	–	–	(107)
Solde au 30 juin 2015	**687**	**(350)**	**(192)**	**109**	**62**	**–**	**342**	**658**
Excédent (déficit) net pour l'exercice	335	–	(27)	–	–	–	13	322
Ajustement lié à la conversion de devises	**–**	**(186)**	**–**	**(14)**	**18**	**–**	**–**	**(182)**
Solde au 30 juin 2016	**1 022**	**(536)**	**(218)**	**95**	**80**	**–**	**356**	**798**

CIVICUS : ALLIANCE MONDIALE POUR LA PARTICIPATION CITOYENNE

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS ETAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice s'achevant au 30 juin 2016

	12 mois au 30/06/2016				12 mois au 30/06/2015			
en milliers d'USD	**Afrique du Sud**	**Golden Spot**	**EU**	**Total**	**Afrique du Sud**	**Golden Spot**	**EU**	**Total**
Flux de trésorerie généré par les activités opérationnelles								
Trésorerie versée par les donateurs et les locataires	**2 119**	**39**	**6 124**	**8 282**	**2 306**	**39**	**3 778**	**6 122**
Trésorerie versée aux programmes, fournisseurs et employés	(2 001)	(50)	(5 449)	**(7 499)**	(2 349)	(66)	(2 392)	**(4 807)**
Trésorerie (utilisée dans)/ générée par les opérations	118	(11)	676	**783**	(43)	(28)	1 386	**1 315**
Intérêts perçus	**38**	**–**	**20**	**57**	**18**	**–**	**0**	**18**
Intérêts versés	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Impôts payés	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Entrées (sorties) nettes de trésorerie générées par les activités opérationnelles	156	(11)	695	**840**	(25)	(28)	1 386	**1 333**
Flux de trésorerie (utilisées dans les) activités d'investissement	(17)	34	(4)	**13**	(12)	31	(2)	**17**
Acquisition d'équipement	**(25)**	**–**	**(4)**	**(29)**	**(19)**	**–**	**(2)**	**(21)**
Dévaluation de PPE du aux fluctuations du change	**8**	**34**	**–**	**42**	**6**	**31**	**–**	**38**
Flux de trésorerie (utilisés dans) générés par les activités financières	**(153)**	**(24)**	**177**	**–**	**691**	**12**	**(893)**	**(190)**
Prêts à recevoir – Société immobilière	**24**	**(24)**	**–**	**–**	**(12)**	**12**	**–**	**–**
Emprunt à payer	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**(190)**	**(190)**
Compte de prêts inter-bureaux	(177)	–	177	**–**	703	–	(703)	**–**
(Baisse)/hausse nette en trésorerie et équivalents de trésorerie	(15)	–	868	**854**	653	–	491	**1 144**
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'exercice	1 010	–	748	**1 758**	357	–	257	**614**
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'exercice	996	–	1 616	**2 612**	1 010	–	748	**1 758**



P O BOX 32707
BRAAMFONTEIN
2017
SOUTH AFRICA

TEL (011) 403 3835
FAX (011) 339 7762

COMPILATION REPORT TO THE BOARD OF DIRECTORS

On the basis of audited financial statements provided by CIVICUS - Washington office (audit conducted by Gelman, Rosenberg & Freedman) and Johannesburg office (audit conducted by ourselves Douglas & Velcich), we have compiled in accordance with International Standards applicable to compilation engagements, the aggregated statement of financial position of CIVICUS as at 30 June 2016, and statements of aggregated comprehensive income and aggregated cash flows for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and explanatory notes set out on pages 2 to 23.

Management is responsible for these financial statements. We have not audited or reviewed these financial statements and accordingly express no assurance thereon.

Douglas & Velcich
Chartered Accountants (S.A.)
Registered Accountants and Auditors

Johannesburg
12 September 2016

D C DOUGLAS CA (SA)

CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation

INDEX TO THE AGGREGATED ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS

Contents	**Page**
Compilation report	1
Statement of financial position	2
Statement of comprehensive income	3
Statement of changes in reserves	4
Statement of cash flows	5
Notes to the annual financial statements	6 - 11
Departmental statements	12 - 23

APPROVAL OF ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS

The annual financial statements set out on pages 2 to 23 have been approved by the Board of Directors and are hereby signed on their behalf by :-

Anabel Cruz

Nyaradzayi Gumbonzvanda

Pour demander un bilan financier complet validé et signé par le Conseil d'administration, veuillez nous contacter à l'adresse suivante : finance@civicus.org

Photo: Joe Brusky, Black Lives Matter

CONTACT US

civicus.org

info@civicus.org

/CIVICUS

@CIVICUSalliance

SOUTH AFRICA

CIVICUS House
24 Gwigwi Mrwebi
Street Newtown
Johannesburg, 2001
Tel: +27 (0)11 833 5959

SWITZERLAND

11 Avenue de la Paix
CH - 1202
Geneva
Tel: +41 (0)22 733 3435

UNITED STATES

355 Lexington Ave
New York
NY 10017
United States

UNITED KINGDOM

Unit 60
Eurolink Business Centre
49 Effra Road
London SW2 1BZ
Tel: +44 (0)20 7733 9696

Photo: Neil Cooler